
Les élections présidentielles de 1892 : l'entrée en jeu des Canadiens¹ du Massachusetts ou les limites du vote ethnique

J.-André Senécal
Programme des études canadiennes
Université du Vermont

La dernière décennie du XIX^e siècle allait coïncider avec une des grandes transformations de la société étasunienne. La génération de la guerre de Sécession passait à l'histoire pour faire place à de nouveaux chefs politiques, plus conscients des changements qui bouleversaient le continent : l'essor prodigieux de la grande industrie et l'élargissement des gammes industrielles avec la prédominance du textile et de la métallurgie ; la révolution des transports ; l'urbanisation rapide, en particulier des populations du Nord-Est ; l'arrivée de vagues d'immigrants qui allaient à jamais transformer la physionomie sociale et culturelle des États-Unis. Au seuil d'un nouveau siècle, les dirigeants du pays allaient devoir compter sur le vote de plus en plus important de l'immigrant. Jusqu'aux années 1880, le monde politique américain avait été dominé par des traditions et des alliances qui n'accordaient qu'un rôle restreint au vote ethnique. D'ailleurs, on identifiait ce scrutin surtout aux blocs d'électeurs allemands ou irlandais. L'apparition,

1. J'emploie, à travers le texte, le terme « Canadiens » pour désigner les Canadiens de langue française qui quittèrent le Québec, l'Acadie, l'Ontario, le Manitoba ou les territoires de l'Ouest pour les États-Unis. Avant le tournant du siècle, c'est ce terme que la population immigrée employa plutôt que Franco-Américains. Au XIX^e siècle, on aurait retrouvé aussi « Canadiens des États-Unis ».

entre 1870 et 1880, de fortes personnalités (William Marcy Tweed, Pat Maguire, Patrick Collins, Hugh O'Brien et Carl Schurz), de feuilles ethniques (*The Republic*, *Buffalo Volksfreund*, *Amerika*), d'organisations partisans et de « machines » modelées sur Tammany Hall, annonçaient qu'il faudrait dorénavant composer avec les derniers venus. Quel rôle les immigrants canadiens allaient-ils jouer dans l'ordre nouveau, si prometteur pour ceux qui pouvaient « *deliver the vote* »² ?

À en croire le major Edmond Mallet³, le représentant de l'ethnie canadienne le plus en vue dans la bureaucratie fédérale américaine des années 1880, ce rôle était bien piètre :

Les présidents ont nommé des hommes de couleur aux plus hautes fonctions de l'État, mais ils ont refusé de nommer un Canadien à aucune position officielle d'une importance même secondaire. Ce n'est donc pas tomber dans l'exagération que de dire que notre importance est considérée comme inférieure à celle de nos concitoyens nègres (Mallet, 1881 : 322).

Devant le grand ralliement national de la Saint-Jean-Baptiste de Québec lors la convention de 1880, Mallet se montra réaliste :

Comme peuple, nous n'avons aucune influence visible sur la société. Les populations d'origines allemande, écossaise, irlandaise et africaine sont reconnues comme des éléments importants dans le pays et d'éminentes positions officielles ont été données aux représentants de ces races : mais jusqu'ici la nationalité canadienne n'a pas été reconnue comme jouissant d'une importance appréciable (Mallet, 1881 : 322).

Ce bilan décevant représentait bien la situation en 1880.

L'émigration des Canadiens vers les États-Unis datait des débuts du XIX^e siècle. Cependant, elle n'avait pris des proportions considérables que depuis les années 1840. Au milieu du siècle, malgré les campagnes de colonisation qui découlèrent des études

2. Pour une mise en contexte plus détaillée, on consultera Sean Cashman (1984) ; Paul Kleppner (1979) ; Alan M. Kraut (1982) ; Michael E. McGerr (1986) ; Richard Osteicher (1988) ; Mark Wahlgren Summers (1997) ; Robert H. Wiebe (1967) ; R. Hal Williams (1978).

3. Illustre vétéran de la guerre civile, né dans l'état de New York de parents canadiens, Edmond Mallet avait été nommé, en 1876, agent spécial des Sauvages pour le district de Puget Sound, avant d'entrer au ministère des Finances, en 1878.

entreprises par des commissions d'enquête parlementaires, l'exode augmenta. Petit à petit, les nouveaux arrivés prirent racine et, dès la fin de la guerre de Sécession, les héritiers des Yankees durent s'accommoder de cette nouvelle présence permanente qui venait s'ajouter aux vagues d'immigrants irlandais venus construire les canaux et les chemins de fer, aménager les centres manufacturiers comme Lowell ou Manchester, et ensuite y travailler. La population canadienne du Nord-Est des États-Unis s'agglutina dans des gros villages à vocation manufacturière, comme Ware (Massachusetts) ou Saint Albans (Vermont), des villes moyennes, comme Rutland (Vermont) ou Glens Falls (New York), et des grands centres, comme Lowell ou Fall River (Massachusetts).

L'ouverture de paroisses de langue française permet de tracer le progrès de cet enracinement. En 1870, on comptait 25 paroisses de langue française en Nouvelle-Angleterre ou dans l'état de New York, surtout le long des axes « Hudson-Champlain » et « canal Érié ». En 1880, l'essaimage avait gagné tous les recoins des contrées yankees. En 1890, on trouvait des Petits Canadas ou des îlots de langue franco-canadienne dans plus de 250 villes et villages du Nord-Est ; on dénombrait plus de 100 paroisses de langue française et un nombre presque aussi élevé de paroisses mixtes où la congrégation francophone dominait⁴. Comme les Irlandais qui les avaient précédés, les Canadiens se dotaient d'institutions pour promouvoir leur vie sociale et culturelle. Les élites fondèrent des sociétés, instituts,

4. Le dénombrement des Canadiens aux États-Unis s'avère toujours toute une entreprise, malgré deux excellentes prises de vue : Paquet (1964) et Ramirez, Lamarre et Tétreault (1988). En ce qui concerne l'étalement du groupe, les données incomplètes, parfois contradictoires, nous vouent à des approximations. Les meilleures sources, même aujourd'hui, sont les dénombrements des paroisses de langue française. Encore faut-il remarquer que beaucoup d'historiens parlent des Canadiens du Nord-Est sans inclure les populations de l'état de New York, une omission qui déforme le phénomène régional de l'émigration au XIX^e siècle. On trouvera les dénombrements les plus souvent cités dans l'ouvrage du père Edward Hamon (1891). Les dénombrements les plus utiles proviennent des trois éditions du guide d'Avila Bourbonnière (1887, 1889 et 1891). Ces sources ne sont nullement fiables. Les meilleurs estimés sont ceux de Vicero (1968) et ceux de Roby (2000), qui en a fait la synthèse.

cercles, qui mariaient bienfaisance, culture et vie civique. Elles lancèrent des journaux, presque tous éphémères avant 1880. Il était inévitable que ces affirmations identitaires empruntent une démarche politique. Cependant, l'intégration des Canadiens à la vie civique de leur municipalité ou de leur État progressa lentement. Avant 1880, les avances se comptaient au rang des échevins de municipalité, des juges de paix, des inspecteurs de scrutin, des « surintendants d'égouts municipaux »⁵.

La première manifestation importante d'une identité canadienne en politique remonte à 1881, date du fameux incident des « Chinois de l'Est »⁶. À un rapport officiel, le Bureau des statistiques du travail du Massachusetts avait incorporé des appréciations négatives des Canadiens en Nouvelle-Angleterre. On y accusait les Canadiens d'être restés une population d'ouvriers étrangers, intéressés par l'argent et sans considération pour les institutions politiques ou les autres aspects de la vie civique, en particulier les écoles publiques. Les Canadiens exploitaient leurs enfants en les envoyant à l'usine, après avoir menti sur leur âge. Ils se faisaient rarement naturaliser. Quelque part au sein de ce réquisitoire, un enquêteur du colonel Carroll Wright, chef du Bureau des statistiques du travail, se servit d'une comparaison, la plus désobligeante à l'époque : les Canadiens étaient « *the Chinese of the East* ». Outrées, les élites réagirent, se mobilisèrent. Les Canadiens de deux villes, Lowell et Hudson, délibérèrent et, se constituant en assemblées protestataires, ils signèrent des résolutions qu'on envoya au palais du gouvernement à Boston. La Chambre des représentants et le Sénat de l'État accusèrent réception de ces documents et, sans aucun commentaire, les deux chambres acheminèrent les résolutions au

5. Félix Gatineau (1919) consacre plusieurs chapitres de son *Histoire des Franco-Américains de Southbridge, Massachusetts* à des énumérations chronologiques des premiers électeurs, des conseillers municipaux, commissaires, etc., qui animèrent la vie municipale du village à partir de 1879. La compilation de Gatineau illustre à merveille les étapes de l'entrée en politique des Canadiens.

6. Pierre Ancil (1981a et b) a livré deux études pondérées et détaillées de cet événement clé. Voir aussi Roby (2000 : 73-74).

bureau de Wright. En bon diplomate, ce dernier décida de tenir une audience publique à laquelle on invita les Canadiens.

Le recours à une simple audience, au bon plaisir du bureau, soulignait le peu de poids politique des Canadiens. La composition de la délégation canadienne du 25 octobre 1881 était, elle aussi, éloquente. Parmi les quelque 60 délégués, on en comptait beaucoup qui venaient des États avoisinants plutôt que du Massachusetts. Cette présence importante de délégations *extra muros* représentait-elle une stratégie pour impressionner le colonel Wright ou trahissait-elle les faibles effectifs des défenseurs des Canadiens ? Dans plusieurs cas, le curé supplantait le représentant politique ou le propriétaire d'un journal. Dans la délégation du Massachusetts, trois personnalités seulement pouvaient prétendre à une réputation qui débordait leur localité : Ferdinand Gagnon du *Travailleur* de Worcester, Hugo Dubuque, un avocat de Fall River qui avait ses entrées dans les cercles républicains, et un jeune avocat de Lowell, Joseph-Henri Guillet.

Le Bureau des statistiques se montra sensible aux objections des Canadiens et, selon le principe du contre-interrogatoire, il publia l'essentiel de la plaidoirie des avocats des Canadiens et les documents (statistiques, témoignages) qu'ils avaient versés au dossier. Le procès verbal de la séance fut incorporé au prochain rapport du Bureau, qui alla jusqu'à distribuer un tiré à part de 92 pages, *The Canadian French in New England* (1882). Au dire du colonel Wright, le rapport initial ne présentait qu'un côté de la médaille et certains des témoins originaux avaient montré leurs préjugés contre les Canadiens. Cependant, l'essentiel de la preuve était véridique et bien documenté. Les préjugés de certains enquêteurs et témoins étaient déplorables, mais, mis à part l'épithète cinglante qui ciblait les Canadiens, les fonctionnaires et les chefs d'industrie avaient dressé un réquisitoire qu'on aurait pu emprunter à celui qui était monté contre tout autre groupe nouvellement arrivé. Ces conclusions mirent fin aux protestations de la délégation canadienne.

L'efficacité des élites se distinguait par sa portée politique limitée. Il ne serait pas exagéré d'affirmer que l'incident eut un impact politique plus important au Québec, où l'Assemblée

législative voua une journée complète de discours enflammés contre l'outrage, qu'aux États-Unis⁷. Sans journal influent de langue française, sans aucun organe de langue anglaise et sans alliés dans la grande presse anglophone du pays, sans partisans qui auraient pu venger leur honneur au prochain scrutin, les chefs de file canadiens durent se contenter d'une audience *in camera* avec le chef du Bureau des statistiques du travail. Il était aussi embarrassant que la délégation qui rencontra Wright illustre certaines accusations du réquisitoire des enquêteurs. Ferdinand Gagnon, le propriétaire de journaux et le chef reconnu des Canadiens du Massachusetts, était toujours sujet britannique, même s'il habitait Worcester depuis 12 ans. Dans un discours sur la naturalisation, prononcé en 1871, Gagnon s'était même prononcé sans équivoque :

Habiter quelque part et n'être d'aucun service d'intérêt public ne rapporte aucun bénéfice à la masse. C'est le fait d'un étranger, d'un passant. Mais pour celui qui pense se fixer définitivement dans un pays, rien de plus méprisable que cette apathie pour la chose publique (1886 : 69).

Plusieurs des prêtres qui sermonnaient le colonel Wright n'étaient pas naturalisés. Gagnon et les Lalimes, des beaux-frères qui grossissaient la délégation de Worcester, étaient agents de rapatriement. Les fonds qu'ils avaient reçus du gouvernement de la province de Québec et du gouvernement canadien contribuaient à entretenir l'image d'une large population itinérante dont les attaches étaient toujours au Canada⁸.

Malgré les faiblesses que l'incident des « Chinois de l'Est » accusait, l'évènement marquait bien une entrée en politique. L'épisode avait provoqué une prise de conscience qui souligna l'importance de la naturalisation et le besoin de se donner des

7. On trouvera les textes essentiels de cette séance extraordinaire dans *Les Canadiens-français aux États-Unis, Discours des honorables MM. Paquet, Joly, Marchand, de MM. McShane, Faucher de Saint-Maurice, etc., etc.* (Assemblée législative de la Province de Québec, 1883), ainsi que dans Alphonse Desjardins, *Débats de l'Assemblée législative 1883*, Québec, Imprimeur de Sa Très Gracieuse Majesté la Reine.

8. Au sujet du rapatriement, voir Pâquet (1999), voir aussi Leblanc (1985).

instruments de lutte: le journalisme et le vote. Au *Messenger* de Lewiston, Maine, fondé en 1880, et au *Travailleur* de Gagnon, que des bienfaiteurs dotaient d'une nouvelle presse, vinrent s'ajouter des journaux qui allaient allumer les autres foyers de la presse canadienne aux États-Unis: *L'Étoile* de Lowell (1886), *Le Castor* (1882-1885), puis *L'Indépendant* de Fall River (1885), *L'Avenir canadien* (1888-1891) qui fut absorbé par *Le National* (1891-1895) pour revivre sous le nom de *L'Avenir national* à Manchester⁹. Les sociétés multiplièrent les campagnes de naturalisation; même Ferdinand Gagnon se fit naturaliser en 1882 et devint un promoteur de la naturalisation. Ces initiatives coïncidèrent avec d'autres développements propices: la montée du parti démocrate et l'évanouissement de la majorité républicaine qui avait permis au parti d'Abraham Lincoln de dominer la vie politique du pays depuis la guerre civile. En 1880, le parti républicain n'avait gagné la Maison Blanche qu'avec à peu près 7 000 votes. En 1884, les républicains perdirent la présidence par 63 000 voix. Quatre ans plus tard, Benjamin Harrison entra à la Maison Blanche avec les votes de l'état de New York par une majorité de seulement 14 000 voix. Le scrutin pour le Sénat et la Chambre des représentants révélait une situation aussi fragile. Entre 1878 et 1888, à part une exception, moins de 2 % du scrutin total séparait le parti victorieux du perdant¹⁰. En 1892, les clés de la Maison Blanche allaient dépendre de quelques bulletins de vote. Les chefs des deux grands partis s'ingénierent à forger de nouvelles alliances. Le parti démocrate avait déjà profité de l'influence grandissante du vote ethnique, particulièrement du vote irlandais. À la suite de la défaite de Grover Cleveland, en 1888, défaite qui revenait à la perte de quelques votes dans l'État de New

9. L'ouvrage d'Alexandre Bélisle (1911) reste incontournable pour l'étude de la presse franco-américaine. Il s'y trouve cependant un grand nombre d'erreurs de dates ou d'autres détails essentiels. On se souviendra que Bélisle était ardent républicain et que cette vocation l'inspira souvent dans sa présentation, intéressée, de certains caractères ou événements.

10. On trouvera ces statistiques, ainsi qu'une excellente discussion des enjeux de la campagne présidentielle de 1892, dans Williams (1978).

York, les démocrates yankees de Boston et leurs chefs *Mugwumps*¹¹ s'intéressèrent au scrutin canadien, bloc de votes de poids léger, mais peut-être décisif selon la formule « *one man-one vote* ».

C'est à Josiah Quincy, le descendant d'illustres présidents, que revient la distinction d'avoir forgé la première grande alliance multiethnique aux États-Unis : entre les Yankees démocrates et l'électorat ethnique de la Nouvelle-Angleterre¹². Le groupe dominant de cette alliance se composait de Yankees de souche, un groupe de fusion récente qui réunissait les plus anciens démocrates, issus de l'éthos jacksonien, et les *Mugwumps*. Les républicains, maîtres de Washington depuis les débuts de la guerre de Sécession (à l'exception de l'interlude 1884-1888), exploitaient sans vergogne le système des dépouilles (*spoil system*). Selon la pratique qui remontait à la présidence d'Andrew Jackson, le renversement d'un gouvernement s'accompagnait d'une redistribution des postes de fonctionnaires en faveur des fidèles du parti vainqueur. Le patronage nuisait de plus en plus au bon fonctionnement du gouvernement, à tous les paliers, du chef d'un bureau de poste au plus haut fonctionnaire d'un ministère. Les *Mugwumps* envisageaient un gouvernement qui éliminerait les abus par l'entremise d'une commission de la fonction publique, indépendante des aléas des machines politiques. Le deuxième partenaire dominant de la nouvelle alliance se rangeait sous l'oriflamme de Saint-Patrice. Les Irlandais catholiques, enracinés au Massachusetts depuis deux générations, formaient des populations importantes dans les grands centres de l'État, Boston, Worcester, Springfield, et dans les nouvelles villes industrielles, comme Lowell, Lawrence, Fall River, Holyoke. Les deux alliés, Yankees et Irlandais, avaient remporté d'importantes batailles à l'échelle des municipalités et de l'État. Leurs victoires étaient souvent minces et, pour les étoffer,

11. Le groupe des *Mugwumps*, dont le poids politique se fit sentir surtout dans les États du Massachusetts et de New York, et à Washington, se composait d'abord de mécontents républicains qui réclamaient une réforme de fond en comble de la fonction publique à tous les niveaux de gouvernement.

12. Geoffrey Blodgett (1982) a produit une analyse bien documentée de l'alliance précaire entre les Yankees et les Irlandais de Boston.

les deux grands partenaires voulurent se rattacher autant de nouvelles recrues que possible.

Cette stratégie prévoyait un rôle pour les Canadiens qui commençaient à retenir l'attention des deux grands partis. À la veille des élections de 1892, par exemple, le *Citizen*, journal républicain de Lowell, notait l'importance grandissante du vote canadien :

Il y a 20,000 [sic] Canadiens-Français [sic] à Lowell ; ils sont venus ici pour y rester et ils élèvent de nombreuses familles. Bientôt, ils deviendront un facteur, et un facteur très influent en politique. Le parti démocratique va-t-il s'emparer du suffrage qui, chaque année, devient de plus en plus puissant ? (Cité en traduction dans *Le National*, 8 janvier, 1892 : [2]).

C'est à partir d'un tel argument que la stratégie des démocrates incorpora le vote canadien. L'épisode des « Chinois de l'Est » avait provoqué l'éveil politique du groupe et la création d'associations et de journaux. En moins de dix ans, on avait fondé des hebdomadaires importants et de longue vie, qui affichaient les couleurs démocrates, notamment *Le Travailleur* et les journaux de Benjamin Lenthier. C'est justement à ce dernier qu'on eut recours pour gagner le vote des Canadiens. Benjamin Lenthier, né à Beauharnois, avait ouvert un commerce à l'âge de 21 ans, à Glens Falls, New York : portail des Adirondacks et de leurs vastes réserves de bois debout. Lenthier connut un grand succès dans le commerce de la coupe de bois. En 1880, assez riche pour se permettre un modeste divertissement, l'homme d'affaires, qui se piquait de politique, lança *Le Drapeau national*. Trois ans plus tard, les ateliers du journal, rebaptisé *Le National*, déménagèrent à Plattsburgh, gros bourg à l'embouchure de la rivière Saranac et deuxième ville américaine en importance pour la coupe de bois. Lenthier y connut un succès considérable comme propriétaire-éditeur d'un hebdomadaire de langue française. À une époque où un journal canadien des États-Unis ne survivait pas une saison, il réussit à maintenir *Le National* pendant sept ans, à en faire un journal sérieux et, par l'entremise d'éditions multiples qui prenaient le nom de *Drapeau national*, à répandre sa feuille démocrate à travers toute la Nouvelle-Angleterre. *Le National* avait survécu à presque tous ses compétiteurs. Il ne lui restait de rival que *Le Travailleur*, un autre journal démocrate, mais à la succession encombrée, après la mort de Ferdinand Gagnon en 1886. C'est donc

vers le propriétaire du *National* que les forces *Mugwump* du Massachusetts se tournèrent pour faire leur élection chez les Canadiens. On invita Lenthier à déménager au Massachusetts pour y établir la prééminence des démocrates.

L'installation de Lenthier se fit avec éclat. Plutôt que Worcester, deuxième ville du Massachusetts, mais capitale d'une région qui se prolongeait le long de la Blackstone vers le Rhode Island, fief républicain, l'homme d'affaires choisit d'aménager ses bureaux à Lowell, où déjà on comptait un noyau de démocrates entrepreneurs.

Les services de Lenthier coûtèrent cher à l'appareil politique démocrate. Avec les fonds des *Mugwumps*, le propriétaire du *National* monta un grand atelier typographique des plus modernes. Les ateliers du *National*, sis sur la rue marchande la plus prestigieuse de Lowell, faisaient l'envie même des journaux yankees. Ce grément ne représentait que la moitié du prix d'une machine politique ethnique avec ses feuilles de combat. Lenthier acheta cinq journaux, dont les plus chers et les plus prestigieux étaient *Le Travailleur* de Worcester et ses deux éditions : les *Jean Baptiste* de Woonsocket, Rhode Island, et de Northampton, Massachusetts. Ces deux éditions hebdomadaires du *Travailleur*, reprenaient les nouvelles locales (de la Nouvelle-Angleterre) et les assaisonnaient de nouvelles et de commentaires politiques choisis. Lenthier avait aussi acheté *L'Indépendance* de Lowell, *L'Avenir canadien* de Manchester et *Le Courrier de Worcester*. Pour couvrir le reste de la carte canadienne du sud de la Nouvelle-Angleterre, Lenthier fonda de nouvelles feuilles qui, en fait, n'étaient que des éditions hebdomadaires du *National* : *Le Protecteur canadien* de Fall River (1892-1895), *Le Canado-Américain* de Holyoke (1892), *Le Foyer canadien* de Woonsocket (1892), *Le Progrès* de Nashua (1892) et *Le Guide du peuple* de Haverhill (1892), *Le Courrier du Connecticut* (1892-1893) et *Le Ralliement* de Cohoes (1892-1893). À ces feuilles, il fallait ajouter l'édition hebdomadaire du *National*, qui paraissait sous le nom de *Drapeau national*. Au plus fort de la campagne présidentielle de 1892, Lenthier contrôlait 14 journaux. À part le prix d'achat des journaux existants, les coûts réels de l'empire Lenthier se limitaient aux modestes salaires des agents de journaux, parsemés à travers la région, et aux frais, encore plus modestes, de

fret. Toutes les éditions étaient imprimées à Lowell, pour être envoyées par train aux agents qui s'occupaient de la distribution locale. Sans doute, les coûts de cette multiplication n'équivalaient pas au prix d'une dernière innovation : la publication quotidienne du *National*, éditions de Lowell et de Manchester. *Le National* allait être connu comme le premier quotidien canadien des États-Unis.

Les préparatifs de Lenthier durèrent presque deux ans, de l'été de 1890 à celui de 1892. À partir de janvier 1892, *Le National* réservait l'essentiel de sa page la plus importante, la deuxième, à la propagande du parti démocrate. Le rédacteur y mélangeait reportage et éditorial pour noircir les feuilles républicaines, les champions de ce parti ou leurs acolytes canadiens, en particulier Misaiël Authier, qui venait de déménager au Rhode Island où les républicains entretenaient son *Espérance* (1891-1899).

Lenthier se lança dans la mêlée et les bureaux du *National* organisèrent des débats, des parades aux flambeaux, des fanfares dont le tintamarre vantait les vertus de Grover Cleveland et des démocrates du Massachusetts. Lenthier emprunta le train pour être partout à la fois. Ses tournées dans la vallée de la Connecticut étaient suivies de visites à Manchester et à Nashua. Hier à Holyoke, aujourd'hui à Worcester, il n'allait pas négliger Fall River demain. Le clou de la campagne fut sans doute le défi, relevé, qu'on lança aux républicains de Pawtucket, au Rhode Island. Le grand débat du 11 octobre mettait en lice deux vieux ennemis qui se lancinaient depuis les jours de *La Patrie nouvelle* de Cohoes (1876-1885), journal républicain de Misaiël Authier, et l'apparition du *Drapeau national* (1880-1881), premier journal de Lenthier à Glens Falls¹³. *Le National* mit presque une semaine à imprimer le long discours de Lenthier, discours qui résumait les grandes questions de l'heure. La campagne, chez les Canadiens, comme à travers tout le pays,

13. Authier, le grand apôtre de la naturalisation, représentait le journalisme jaune et anticipait les tactiques des Houde ou d'autres disciples de *L'Univers*. Dans *La Patrie nouvelle*, puis *La Patrie*, et, plus tard, dans *L'Espérance*, on retouchait des textes et on prêtait à ses ennemis des intentions anti-catholiques. On soupçonnait Lenthier, toujours à haute voix, mais sans aucune preuve, d'être franc-maçon.

tournait autour de deux grandes questions : la réforme des barrières tarifaires et la guerre au patronage. De plus, chez les Canadiens, les deux partis s'efforcèrent de démontrer la nature foncièrement anti-catholique de l'ennemi.

Les barrières tarifaires faisaient partie de la recette essentielle du parti républicain. On voulait protéger les industries « naissantes ». Les mesures étaient populaires auprès du patronat, et les républicains avaient réussi, pendant longtemps, à convaincre l'ouvrier et le consommateur que les mesures protectrices les avantageaient aussi. Le parti démocrate offrait une analyse bien différente des effets des barrières tarifaires. Il interprétait celles-ci comme une taxe prélevée sur le consommateur et un acte d'exploitation qui encourageait la baisse des salaires, un taux élevé de chômage et l'affaiblissement de la concurrence. C'est bien ainsi que Lenthier présentait la question à l'électorat qui en était venu à partager ces vues à la suite de la dernière hausse des tarifs, orchestrée en chambre par William McKinley¹⁴.

Le débat sur les barrières tarifaires s'accompagnait d'un discours de classe. À l'unisson avec les propos de Cleveland lui-même, les journaux de Lenthier parlèrent, non seulement du riche et du pauvre, mais de « maîtres » et de « l'asservissement de la masse du peuple » :

Travailleurs !

Le moment solennel des élections approche. Vous allez décider si la loi McKinley enrichit le riche au préjudice du pauvre, ou si elle a augmenté vos salaires, amélioré votre condition, réglé votre avenir. Vous allez dire si cette loi est faite pour vous ou pour les grands brasseurs d'affaires ! Avant de vous prouver, permettez-nous quelques remarques dans votre intérêt. [...]

D'où vient ce contraste révoltant ? Évidemment d'une mauvaise organisation du travail, et d'une répartition de ses bénéfices plus mauvaise encore. De toutes parts surgissent de riches et puissantes compagnies, armées de privilèges, de protections, de monopoles octroyés par des

14. Avant de devenir gouverneur de l'Ohio (1892-1896), puis président des États-Unis (1896-1901), McKinley, un républicain, avait représenté l'Ohio au Congrès (1877-1891) où il siégeait comme député. Il s'y distingua à titre de champion du protectionnisme douanier (en particulier, la loi de 1890 qu'il parraina).

gouvernements intéressés ou complices. Les résultats ne peuvent être douteux : elles accaparent toutes les entreprises, partant tout le travail, écrasent les petits producteurs, règlent et dominent *tous les marchés*, et mettent par là même à leurs pieds consommateurs et ouvriers !

En un mot, *c'est l'asservissement de la masse du peuple à quelques privilégiés* [le texte original est en italique] ; *c'est votre vie cotée* [sic] au plus bas prix par vos maîtres, *c'est la richesse concentrée en quelques mains* (C.J.L., 1892 : [2]).

Aux formules éprouvées du vocabulaire idéologique des États-Unis (*liberty, independence, justice for all*, etc.) les collaborateurs du *National* surenchérent en conduisant une exégèse républicaine, digne du discours socialiste de l'époque :

Les hâbleurs républicains vous crient sur tous les tons, pour mieux caresser votre amour propre : « Liberté, égalité, fraternité ! »... Vous libres ?... Oui ; mais de vous croiser les bras si vous n'acceptez pas les conditions du Maître !... Vous libres ? Oui ; mais de voter pour tel, ou tel, ou d'être impitoyablement jetés à la porte !... Quoi ! on ose vous parler d'*égalité* ? Où est-elle ? Dans le bien être de vos familles ? Dans la répartition des bénéfices du travail ? Dans les emplois publics ? Où est donc cette égalité ? Tandis que les industries sont abritées derrière des lois précises et rigoureuses, où sont celles qui protègent votre travail contre la rapacité des Cies [sic] ?... Vous n'en avez pas ! Pourquoi ? Parce que vous n'avez ni députés, ni sénateurs chargés de vos intérêts dans les chambres législatives, et que ceux qui y sont n'y ont pas été envoyés *pour vous, mais pour soigner les intérêts des capitalistes* ! Ils ne feront donc jamais pour vous autre chose que des lois destinées à vous asservir davantage, ou à vous jeter en prison, si par aventure vous revendiquez vos droits ! (*Le National*, 13 octobre 1892 : [2]).

Le National parla peu de la question du patronage, malentendu qui divisait déjà les *Mugwumps* idéalistes et leurs alliés ethniques, qu'ils soient irlandais ou canadiens. Quelques années plus tard, cette sainte alliance allait se dissoudre : les Yankees qui voulaient réformer le système des dépouilles de fond en comble ; les nouveaux venus, qui avaient compris l'importance essentielle du patronage comme instrument de promotion économique et sociale, et qui voulaient y goûter. Plutôt que d'attaquer le système des dépouilles comme un péché universel, *Le National* démontra que le parti républicain n'avait distribué aucune de ses largesses aux Canadiens et, même, qu'il avait annulé les gains de l'ethnie sous la première administration de Cleveland (1884-1888). Dans son discours de

Pawtucket, Lenthier énuméra les griefs des siens contre le Parti républicain :

S'il m'est permis d'en juger par ce qu'il [le Parti républicain] a fait depuis 1889 : c'est de prendre tous nos bons Canadiens qui avaient été nommés à des positions importantes par ce véritable ami de toutes les classes de la société, Grover Cleveland, et de les mettre à la porte, pour les remplacer par des étrangers à notre nationalité. Tellement, qu'aujourd'hui, nous n'avons tout au plus, qu'une dizaine de compatriotes qui occupent, sous la présente administration républicaine, des positions quelque peu importantes.

Où est le consul américain que nous avons à St. Jean, dans la personne de M. Bertrand de Plattsburgh ?

Où est l'Inspecteur des Indiens que nous avons dans la personne de notre distingué compatriote le major Mallet de Washington ?

Où est le percepteur des douanes de Détroit, que nous avons dans la personne de M. Campeau de Détroit ?

Où sont tous ces messieurs et une foule d'autres Canadiens que je pourrais vous nommer, non pas des Huguenots, mais de véritables Canadiens, qui occupaient de bonnes positions sous Grover Cleveland ?

Pourquoi ne les a-t-on pas remplacés par des Canadiens républicains ? (Lenthier, 1892).

La stature d'un groupe ethnique et la clé aux largesses du patronage provenaient du rôle que les représentants du groupe exerçaient au sein de l'organisation du parti. En ce qui concernait le patronage, les Canadiens avaient fait beaucoup plus d'avance chez les démocrates que chez les républicains. Aux piètres résultats d'Hugo Dubuque ou des républicains de Lowell ou de Worcester, *Le National* opposait les acquis, humbles certes, mais indéniables, des Canadiens démocrates (*Le National*, 29 septembre 1892 : [2]). Surtout, le journal fit appel à la fierté ethnique des Canadiens, en soulignant, au moins une fois par mois, le triste sort du major Mallet que l'administration républicaine avait rétrogradé, pour le remplacer comme inspecteur des Affaires indiennes par Thomas Jefferson Morgan, un pasteur de la dénomination baptiste (*Le National*, 4 octobre, 1892 : [2]). Celui-ci faisait tout pour expulser les enseignants catholiques des écoles indiennes et les remplacer par des instituteurs protestants (*Le National*, 28 septembre, 1892 : [2]).

La démarche anti-catholique du parti républicain était manifeste dans cette affaire comme dans celles de divers comités de salut

public qui s'attaquaient aux écoles catholiques de plusieurs états, en particulier du Maine et du Massachusetts. Ces comités étaient promus par de nouveaux immigrants, des Canadiens anglais « fanatiques » :

Quel est le parti qui a créé tant de misères à nos écoles, à Haverhill, Fitchburg, Holyoke et dans une foule d'autres endroits ?

De quoi se compose le fameux comité des cent de Boston, formé dans le but de fermer nos écoles paroissiales ? De républicains messieurs. Personne ne peut le nier. Quels sont les journaux qui s'opposent continuellement aux écoles catholiques en ce pays ? Encore des journaux républicains (*Le National*, 29 septembre, 1892 : [2]).

Le parrainage du programme anti-catholique par le Parti républicain était éclatant et les grands lieutenants canadiens du Parti, Hugo Dubuque, de *L'Indépendant* de Fall River, et Misaiël Authier, de *L'Espérance* de Woonsocket, durent multiplier les tergiversations, au grand bonheur du *National*.

Le 4 novembre 1892, Grover Cleveland fut élu président. Cependant, il fut défait au Massachusetts. Pourtant, les Démocrates du Commonwealth s'emparèrent de l'exécutif de l'État et de la mairie de Boston. Les Canadiens avaient contribué à la victoire mitigée du parti démocrate et ils reçurent leur part de patronage et de récompenses. Toutefois, la victoire des démocrates n'eut pas de suite importante pour l'avenir politique des Canadiens du Nord-Est. Avant que Lenthier et son organisation puissent consolider leurs gains, la crise économique de 1893 signala des changements complexes dans la politique fédérale américaine. Comme beaucoup d'autres électors, les Canadiens de la Nouvelle-Angleterre et de l'état de New York attribuèrent la grande récession des années 1890 aux démocrates et à leur politique économique. À partir de 1896, et ce, jusqu'à l'entrée en lice de Woodrow Wilson en 1912, les Canadiens du Massachusetts donnèrent la majorité de leurs votes au candidat républicain à la présidence. De plus, l'alliance entre les *Mugwumps* yankees et les démocrates irlandais s'avéra de courte durée. Les mandats de Josiah Quincy comme maire de Boston (1895-1899) marquèrent la fin de l'étrange entente. Les « bossés » irlandais qualifièrent d'utopiques les campagnes de salut public des *Mugwumps*. Ils avaient déjà repris une politique de patronage qui fit de Boston et du Massachusetts un bastion de la machine irlandaise.

La course aux offices et aux subventions ne prévoyait que des dépouilles sans grandes conséquences pour les démocrates d'autres origines.

Comment expliquer l'échec des Canadiens à constituer une force politique importante au seuil du XX^e siècle, échec que la tentation démocrate de 1892 illustre bien. À tout dire, les deux raisons principales revenaient à l'analyse que le major Mallet avait proposée en 1880 et qui restait pertinente en 1892 :

La principale cause de notre peu d'influence, à part des objections inhérentes à notre origine et à notre religion, se trouve dans le fait qu'en aucune localité nous ne sommes suffisamment forts en nombre, ni assez unis de sentiments, pour affirmer nos justes prétentions à être reconnus comme un des éléments dirigeants (Mallet, 1881, p. 322-323).

En contraste avec les Irlandais, qui représentaient une proportion considérable de la population de plusieurs grands centres comme Boston et Lowell, les Canadiens représentaient une faible partie de la population de la capitale du Massachusetts, une ville qui jouait dans cet État, le même rôle de gravitation que Montréal pour la province de Québec. La population canadienne de Boston n'y représentait que 2,2 % des habitants. Dans les autres grandes villes, Worcester, Springfield, Lowell, Fall River, New Bedford, Lynn, Salem, Holyoke, Lawrence, l'importance démographique des Canadiens ne dépassait 30 % qu'à Holyoke (37 % de la population). Dans les deux autres bastions de l'ethnie, Lowell et Fall River, la population canadienne n'atteignait que 21 % et 19 %. Ailleurs, à part quelques exceptions, surtout dans des petites localités comme Webster, Marlboro, Spencer ou Southbridge, l'importance démographique des Canadiens ne dépassait pas les 25 %, rarement les 15 % :

Tableau 1

Ville	Population totale	Population canadienne	% de la population totale
Boston	448 477	10 031	2,2
Worcester	84 655	9 135	10,7
Lowell	77 696	16 326	21,0
Fall River	74 398	14 205	19,0
Lynn	55 727	1 200	2,1
Lawrence	44 654	5 800	12,9
Springfield	44 179	3 041	6,8
New Bedford	40 733	3 491	8,5
Holyoke	35 637	13 202	37,0
Salem	30 893	2 483	8,0
Taunton	25 389	2 122	8,3
Haverhill	21 795	4 010	18,3
Fitchburg	15 375	3 750	24,3
North Adams	14 928	5 837	39,1
Pittsfield	14 466	1 281	8,8
Chicopee	13 000	1 627	12,5
Marlboro	10 941	3 522	32,1
Spenser	8 572	4 500	52,4
Southbridge	7 700	4 677	60,7
Gardner	7 263	1 804	24,8
Webster	6 220	2 940	47,2
Ware	6 000	2 089	34,8
Millbury	6 000	1 302	21,7
Three Rivers	3 400	1 293	38,0

Le tableau ci-haut provient des statistiques rapportées dans l'ouvrage du père Hamon (1891). Nous n'avons relevé que les villes dont la population dépassait 3 000 habitants. Les entrées en caractères gras indiquent que la ville faisait partie du palmarès des cent plus grandes villes américaines en 1890. Ces dernières statistiques proviennent de Campbell Gibson (1998).

Malgré l'augmentation impressionnante de leur population, 81 100 en 1880, 162 000 en 1890, les Canadiens du Massachusetts ne constituaient que 5 % de la population de l'État (Vicero, 1968 : 275).

Les Canadiens représentaient environ 5 % de la population du Massachusetts en 1892, mais, en fait, le vote des Canadiens était beaucoup moindre. En 1892, 391 028 citoyens du Massachusetts se rendirent aux urnes (Burnham, 1955 : 246-247). De ce nombre, seulement 8 000 ou 9 000 électeurs étaient canadiens, soit 2,5 %. L'écart entre le pourcentage canadien de la population du Massachusetts (5 %) et le pourcentage du vote canadien (environ 2,5 %) pouvait provenir de multiples causes, en particulier de la sous-représentation des hommes de 21 ans et plus (seul élément du groupe ethnique à pouvoir se présenter aux urnes) dans la population canadienne totale. De plus, il fallait tenir compte de la probation obligatoire avant la naturalisation (séjour d'au moins cinq ans aux États-Unis avant de pouvoir se faire naturaliser), et de la probation résidentielle (d'après la constitution de l'État du Massachusetts de 1821, encore en vigueur en 1890, un nouveau venu naturalisé ne pouvait se présenter aux urnes qu'un an après avoir choisi l'État comme lieu de résidence et six mois après avoir déménagé dans une ville ou un village)¹⁵. Le postulat au vote pouvait donc durer jusqu'à six ans. En 1892, le Massachusetts comptait environ 185 000 Canadiens, mais, en fait, selon les délais de la loi fédérale sur la naturalisation et la constitution de l'État, seulement près de 130 000 étaient naturalisés ou éligibles à la naturalisation, et autrement dans les conditions requises pour pouvoir voter. La durée et le lieu de résidence ne représentaient pas les seuls obstacles majeurs au droit de voter. Les législateurs yankees avaient érigé une dernière barrière au scrutin immigrant : la connaissance de la langue anglaise. Le candidat à la naturalisation devait savoir lire en anglais. La constitution du Massachusetts de

15. Voir, dans Keyssar (2000), le tableau (sans pagination) intitulé « Table A.9 Summary of Suffrage Requirements in Force : 1855 », à l'entrée « Massachusetts ».

1857 prévoyait que le candidat puisse lire un passage dudit document et écrire son nom¹⁶. L'unilinguisme de beaucoup de Canadiens les empêchait de devenir citoyens de la « Grande République » et du Commonwealth. Nous n'avons aucune statistique qui nous permettrait d'identifier le nombre de Canadiens qui ne parlaient pas anglais et qui ne pouvaient pas le lire. Ce pourcentage devait être élevé.

Le vote canadien représentait une proportion négligeable de la totalité du scrutin. Ce qui était pire : les Canadiens fragmentaient leur vote, une pratique qui affaiblissait leur force électorale, jusqu'à la diminuer de moitié. En contraste avec les Irlandais qui réservaient de 80 à 90 % et même plus de leurs bulletins de vote pour les démocrates, les Canadiens divisaient leurs votes presque en deux (Walker, 1962 : 355).

Les Canadiens de la première moitié du XX^e siècle, rebaptisés « Franco-Américains » par leurs élites, allaient dominer la vie politique de plusieurs villes et villages, là où ils avaient constitué une force électorale. La liste des maires franco-américains de Maxime-O. Frenière (1942 : 109-113 ; 1943 : 110) documente la chronologie de ces règnes démocrates ou républicains, qui durèrent parfois plusieurs décennies dans certaines villes comme Manchester, New Hampshire, ou Southbridge, Massachusetts, mais qui furent plus épisodiques dans d'autres bastions comme Chicopee ou Holyoke. Sur le plan de l'État, à part le Rhode Island, les Franco-Américains ne réussirent que des percées qui brillaient d'autant plus qu'elles étaient météoriques. L'exemple de Pothier constitue une exception importante – qui confirme peut-être la règle ailleurs¹⁷. Sur le plan de

16. Voir, dans Keyssar (2000), le tableau (sans pagination) intitulé « Table A.13 Literacy Requirements for Suffrage : 1870-1924 », à l'entrée « Massachusetts ».

17. Prépondérant depuis le début du XX^e siècle, surtout depuis 1908, l'ascendant de Pothier sur la politique du Rhode Island demeure même après ses adieux à la maison du gouverneur. Son dauphin, Emery San Souci, prend le pouvoir en 1918 avant de le perdre devant Félix Toupin en 1924. Alarmés, les républicains vont chercher de nouveau Pothier en 1924. Il reste gouverneur du Rhode Island jusqu'à sa mort. Voir Pâquet (2000).

la délégation à Washington, sur le plan de l'exécutif de chaque État, même sur le plan du Congrès d'un État, la présence franco-américaine demeura une promesse, un espoir aussi illusoire que la course à l'épiscopat.

Bibliographie

Sources

- [Assemblée législative, Province de Québec] (1883), *Les Canadiens-français aux États-Unis, Discours des honorables MM. Paquet, Joly, Marchand, de MM. McShane, Faucher de Saint-Maurice, etc., etc. Assemblée législative de Québec, Séance du 28 mars 1883*, Québec, s.é.
- Bourbonnière, Avila [La Société de publications françaises des États-Unis] (1887), *Le guide français de la Nouvelle-Angleterre. Première édition. Contenant les noms, le genre d'affaire et l'adresse des marchands, manufacturiers, hommes de profession, ainsi que des messieurs du clergé. Journaux, publications françaises et sociétés canadiennes des états du Maine, Vermont, Massachusetts, Rhode Island et Connecticut, suivi d'une foule d'autres statistiques et renseignements précieux*, Lowell, Mass., Harrington Frères, Imprimeurs.
- Bourbonnière, Avila [La Société de publications françaises des États-Unis] (1889), *Le guide français de la Nouvelle-Angleterre et de l'état de New York. Deuxième édition. Contenant les noms, le genre d'affaire et l'adresse des marchands, manufacturiers, hommes de profession, ainsi que des messieurs du clergé. Journaux, publications françaises et sociétés canadiennes des États du Maine, New Hampshire, Vermont, Massachusetts, Rhode Island, Connecticut, et New York. Suivi d'une foule d'autres statistiques et renseignements précieux, sur tous les centres canadiens des États-Unis et du Guide de Cohoes*, N.Y., Lowell, Mass., Cie d'Imprimerie des États-Unis.
- Bourbonnière, Avila (1891), *Le guide français des États-Unis [...]*, Lowell, Mass., Société de publications françaises des États-Unis.
- Bureau of the Census, U.S. Department of Commerce (1975), *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1970, Part I*, Washington, D.C., Bureau of the Census, U.S. Department of Commerce.
- C.J.L (1892), « Appel aux ouvriers des États-Unis », *Le National*, 13 octobre, p. [2].
- Gagnon, Ferdinand (1886), « Discours sur la naturalisation et le repatriement, prononcé à Worcester, Mass., en septembre 1871 », dans Benjamin Sulte, compil., *Ferdinand Gagnon, sa vie et ses œuvres*, Worcester, Mass., C.-F. Lawrence, imprimeur, p. 64-82.
- Lenthier, Benjamin (1892), « Discours de M. Lenthier à Pawtucket », *Le National*, 14 octobre, p. [3].
- Mallet, Edmond (1881), « Discours de M. Mallet sur la situation actuelle des Canadiens-Français aux États-Unis », [traduit par Siméon Lesage], dans Honoré-Julien-Jean-Baptiste Chouinard (compil.), *Fête nationale des Canadiens-français célébrée à Québec en 1880*, Québec, Imprimerie A. Côté, p. 314-326.

Travaux

- Anctil, Pierre (1981a), « " Chinese of the Eastern States ", 1881 », *Recherches sociographiques*, 12, 1, p. 125-131.
- Anctil, Pierre (1981b), « L'identité de l'immigrant québécois en Nouvelle-Angleterre : le Rapport Wright de 1882 », *Recherches sociographiques*, 12, 3, p. 331-360.
- Bélisle, Alexandre (1911), *Histoire de la presse franco-américaine comprenant l'histoire de l'émigration des Canadiens-Français aux États-Unis, leur développement, et leur progrès*, Worcester, Mass., Ateliers typographiques de *L'Opinion publique*.
- Blodgett, Geoffrey (1982), « Yankee Leadership in a Divided City : Boston, 1860-1910 », *Journal of Urban History*, 8, 4, p. 371-296.
- Burnham, Walter Dean (1955), *Presidential Ballots, 1836-1892*, Baltimore, Md., John Hopkins Press.
- Cashman, Sean (1984), *America in the Gilded Age : From the Death of Lincoln to the Rise of Theodore Roosevelt*, New York, New York University Press.
- Frenière, Maxime-O. (1942), « Les maires franco-américains des villes des États-Unis, 1684-1942 », *Bulletin de la Société historique franco-américaine*, p. 109-113.
- Frenière, Maxime-O. (1943), « Les maires franco-américains des villes des États-Unis, 1665-1943 (révision et suite) », *Bulletin de la Société historique franco-américaine*, p. [110].
- Gatineau, Félix (1919), *Histoire des Franco-Américains de Southbridge, Massachusetts*, Framingham, Mass., Lakeview Press.
- Gibson, Campbell (1998), *Population of the 100 Largest Cities and Other Urban Places in the United States : 1790-1990* [<http://purl.access.gpo.gov/GPO/LPS2100>].
- Hamon, Edward (1891), *Les Canadiens de la Nouvelle-Angleterre*, Québec, N.S. Hardy.
- Keyssar, Alexander (2000), *The Right to Vote : the Contested History of Democracy in the United States*, New York, Basic Books.
- Kleppner, Paul (1979), *The Third Electoral System, 1853-1892 : Parties, Voters and Political Cultures*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- Kraut, Alan M. (1982), *The Huddled Masses : the Immigrant in American Society, 1880-1921*, Arlington Heights, Ill., Harlan Davidson.
- Leblanc, Robert (1985), « Colonisation et rapatriement au lac Saint-Jean (1895-1905) », *RHAF*, 38, 3, p. 379-408.
- McGerr, Michael E. (1986), *The Decline of Popular Politics : the American North, 1865-1928*, New York, Oxford University Press.
- Ostreicher, Richard (1988), « Urban Working-Class Political Behavior and Theories of American Electoral Politics, 1870-1940 », *Journal of American History*, 74 (mars), p. 1257-1686.
- Paquet, Gilles (1964), « L'émigration des Canadiens-Français vers la Nouvelle-Angleterre, 1870-1910 : prises de vue quantitatives », *Recherches sociographiques*, 5, 3 (septembre-décembre), p. 319-370.
- Pâquet, Martin (1999), « " Le meilleur immigrant ". Le rapatrié des États-Unis comme catégorie pour les responsables politiques du Canada-Uni et du Québec, 1849-1968 », *Francophonies d'Amérique*, 9, p. 87-106.
- Pâquet, Martin (2000), « Un rêve américain : Aram-Jules Pothier, gouverneur du Rhode Island », *Cap-*

- aux-Diamants*, 61 (printemps), p. 27-32.
- Ramirez, Bruno (1991), *On the Move : French-Canadian and Italian Migrants in the North Atlantic Economy, 1860-1914*, Toronto, McClelland and Stewart.
- Ramirez, Bruno, Jean Lamarre et Louise Édith Tétreault (1988), *The Emigration of Quebec to the USA, 1870-1915 : Questions of Sources, Method and Conceptualization*, Montréal, Université de Montréal, Département d'histoire.
- Roby, Yves (2000), *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre : rêves et réalités*, Sillery, Septentrion.
- Summers, Mark Wahlgren (1997), *The Gilded Age, or, The Hazard of New Functions*, Upper Saddle River, N.J., Prentice Hall.
- Vicero, Ralph (1968), « *Immigration of French Canadians to New England, 1840-1900 : a geographical analysis* », Thèse de Ph.D. (géographie), University of Wisconsin.
- Walker, David B. (1962), « *The Presidential Politics of the Franco-Americans* », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, 28, 3, p. 353-363.
- Wiebe, Robert H. (1967), *The Search for Order, 1877-1920*, New York, Hill & Wang.
- Williams, R. Hal (1978), *Years of Decision : American Politics in the 1890s*, New York, Alfred A. Knopf.